

2° le § 2 est complété par un sixième alinéa, comme suit :

« A partir du moment de l'épuisement du quota par 90 % avant fin novembre, jusqu'au 31 décembre 2008, le nombre "160" mentionné à l'alinéa précédent est remplacé par le nombre "50". »

Art. 3. Dans l'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 17 mars 2008, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3 est complété par l'alinéa deux, comme suit :

« En dérogation à l'alinéa précédent, il est interdit dans la période du 1^{er} août 2008 jusqu'au 31 décembre 2008 inclus, que les captures totales de merlus dans les zones-c.i.e.m. II, IV par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche, dépassent une quantité égale à 200 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

2° un § 8 est inséré, comme suit :

« § 8. Dans la période du 1^{er} octobre 2008 jusqu'au 31 décembre 2008 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV, que les captures totales de raies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est égale ou inférieure à 221 kW dépassent une quantité égale à 40 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

Dans la période du 1^{er} octobre 2008 jusqu'au 31 décembre 2008 inclus, il est interdit dans les zones-c.i.e.m. II, IV, que les captures totales de raies par voyage en mer, réalisées par un bateau de pêche dont la puissance motrice est supérieure à 221 kW dépassent une quantité égale à 80 kg multiplié par le nombre de jours de navigation réalisé au cours de ce voyage en mer dans les zones-c.i.e.m. en question. »

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de publication, à l'exception de l'article 3 qui entre en vigueur le 1^{er} août 2008 et cessera d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2009.

Bruxelles, le 9 octobre 2008.

K. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 3645

[C — 2008/29492]

5 JUIN 2008. — Décret portant création du Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « Éducation aux médias » : l'éducation visant à donner la capacité à accéder aux médias, à comprendre et apprécier, avec un sens critique, les différents aspects des médias et de leur contenu et à communiquer dans divers contextes. Par messages médiatiques, on entend le contenu informatif et créatif des textes, sons et images véhiculés par divers moyens de communication y compris la publicité, dont la télévision, le cinéma, la vidéo, les sites web, la radio, les jeux vidéo et les communautés virtuelles;

2° « Décret missions », le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

3° « Commission de pilotage », la Commission de pilotage des enseignements organisés ou subventionnés par la Communauté française créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

TITRE II. — Du Conseil supérieur de l'Éducation aux médias

CHAPITRE I^{er}. — Du Conseil supérieur de l'Éducation aux médias et de ses missions

Art. 3. Il est créé un Conseil supérieur de l'Éducation aux médias de la Communauté française, ci-après dénommé le Conseil supérieur.

Art. 4. Le Conseil supérieur a pour missions :

1° De promouvoir l'éducation aux médias et de favoriser l'échange d'informations et la coopération entre tous les acteurs et organismes concernés par l'éducation aux médias en Communauté française, notamment les secteurs des différents médias, l'enseignement obligatoire et l'éducation permanente. Dans ce cadre, le Conseil supérieur veille, notamment par le biais d'un site Internet dont la gestion sera assurée par le Secrétariat du Conseil supérieur, à la bonne information des publics scolaires et non scolaires.

2° De formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du ou des Ministres chargés de l'Éducation, de la Culture, de l'Audiovisuel ou de la Jeunesse, un avis préalable à l'adoption de toute disposition décrétable en matière d'éducation aux médias.

3° De formuler, d'initiative ou à la demande du Gouvernement ou du ou des Ministres chargés de l'Éducation, de la Culture, de l'Audiovisuel ou de la Jeunesse, tout avis et proposition sur la politique et les priorités en matière d'éducation aux médias et sur les initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias ou en son nom. Dans ce cadre, le Conseil supérieur porte une attention particulière :

— A la lutte contre les stéréotypes pouvant être véhiculés par les médias et contre toute forme de discrimination dans et par les médias;

— A l'évolution technologique, économique, sociale et culturelle des activités relevant des secteurs des différents médias et des technologies de l'information et de la communication, en ce compris le développement du droit européen et international en la matière;

— Au décodage des messages publicitaires.

4° De stimuler et d'articuler entre eux les initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations susceptibles de promouvoir l'éducation aux médias et de garantir leur cohérence avec le décret missions et l'ensemble des normes en vigueur en Communauté française.

Dans ce cadre, le Conseil supérieur développe de manière privilégiée avec les Centres de ressources visés à l'article 20, des campagnes de sensibilisation relatives à l'éducation aux médias à destination des publics scolaires et non scolaires et apporte son concours aux initiatives menées en la matière en Communauté française telles que celles visées au Titre IV.

5° De tenir un inventaire permanent des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias ou en son nom en Belgique et à l'étranger. Une attention particulière est portée aux initiatives de production médiatique tels que les journaux, radios et télévisions d'école, les ateliers de réalisation et de montage vidéo au sein des établissements scolaires, etc.

6° De favoriser et d'aider à l'intégration de l'éducation aux médias, de l'exploitation pédagogique des médias et des technologies de l'information et de la communication dans les programmes d'éducation et de formation.

A cette fin, le Conseil supérieur fournit des avis et formule des propositions visant particulièrement à ce que cette intégration soit effective :

a) Dans les programmes d'études conformément aux dispositions prévues à l'article 9, 5°, du décret missions. A cette fin, le Conseil supérieur remet, aux pouvoirs organisateurs, dans le cadre de sa mission, ses conseils en matière d'éducation aux médias, lesquels ne portent pas sur les méthodes pédagogiques;

b) Dans les programmes de formation non scolaires à destination des jeunes et des adultes, notamment dans le cadre de l'éducation permanente ainsi que des organisations de jeunesse et des centres de jeunesse;

c) Dans les programmes de formation initiale à destination des futurs enseignants conformément aux dispositions prévues à l'article 7 du décret du 12 décembre 2000 définissant la formation initiale des instituteurs et des régents et à l'article 7 du décret du 8 février 2001 définissant la formation initiale des agrégés de l'enseignement secondaire supérieur;

d) Dans les programmes de formation continuée à destination des enseignants. A cette fin, le Conseil supérieur remet à la Commission de pilotage pour le 15 septembre de chaque année et dans le cadre de sa mission de définition des orientations et des thèmes prioritaires des formations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 4°, du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, ses recommandations en matière de formation continuée en éducation aux médias.

7° De formuler un avis motivé sur chaque projet de radio d'école établi en Communauté française par un établissement d'enseignement fondamental ou secondaire, organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que prévu à l'article 62 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

8° De formuler, le cas échéant, un avis motivé dans le cadre l'article 9, alinéa 2, du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire.

9° De formuler, à la demande de la Commission de pilotage, un avis motivé complémentaire à celui remis par les Services d'inspection de l'enseignement concernés sur un manuel scolaire, un logiciel scolaire ou un outil pédagogique relatif directement ou indirectement à l'éducation aux médias et soumis à la Commission de pilotage en vue de se voir octroyer un agrément indicatif de conformité dans le cadre du décret du 19 mai 2006 relatif à l'agrément et à la diffusion de manuels scolaires, de logiciels scolaires et d'autres outils pédagogiques au sein des établissements d'enseignement obligatoire.

10° De remettre tous les cinq ans au Gouvernement de la Communauté française un avis circonstancié sur les activités et les propositions de reconnaissance des Centres de ressources visés à l'article 20. Cet avis se fonde notamment sur l'appréciation des activités et l'opérationnalisation de leurs missions;

11° Sur base de l'examen du rapport, d'adresser, au cours du premier semestre de chaque année civile à partir de l'année 2009, un rapport annuel au Gouvernement qui comprend notamment :

a) Une synthèse relative à ses activités et à l'opérationnalisation durant l'année qui précède de chacune de ses missions visées au présent article;

b) Une synthèse relative aux activités et à l'opérationnalisation durant l'année qui précède de la mission de chaque Centre de ressources visé à l'article 20;

c) Une synthèse relative à la mise en œuvre de chacune des initiatives visées au Titre IV;

d) Un programme d'activités pour l'année suivante;

e) Un bilan financier et un budget prévisionnel pour l'année suivante;

f) Le cas échéant, des propositions concernant toute modification décrétole ou réglementaire permettant d'améliorer l'éducation aux médias en Communauté française.

Sur base de l'examen du rapport (amendement n° 1), le Gouvernement et les Ministres chargés de l'Éducation, de la Culture, de l'Audiovisuel ou de la Jeunesse peuvent formuler au Conseil supérieur des recommandations.

Le Gouvernement transmet au Parlement le rapport visé à l'alinéa précédent.

Pour l'exercice de ses missions d'avis, le Conseil supérieur détermine, au préalable, une grille des critères de qualité qu'il communique, pour approbation, au Gouvernement.

Art. 5. Le Gouvernement, sur proposition du Conseil supérieur, peut octroyer à des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations une « Reconnaissance d'intérêt pédagogique en éducation aux médias ».

Le Conseil supérieur formule ses propositions dans le cadre de sa mission en se basant sur les critères suivants :

1° Les initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations poursuivent au moins une des finalités suivantes :

a) Un renforcement de la réflexion de chaque citoyen vis-à-vis des médias et d'un mouvement volontaire de distanciation intellectuelle et affective par rapport à l'expérience médiatique ordinaire;

b) Une prise de conscience critique et une connaissance des enjeux de la vie personnelle et sociale liés à la communication médiatisée;

c) L'exercice d'un regard créatif sur le média et le développement de capacités d'expression et d'innovation dans la communication médiatique;

d) La correspondance entre la méthodologie mise en œuvre, les publics et les finalités visés ainsi que, le cas échéant, les qualités didactiques des ressources éducatives.

2° Les initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations respectent les principes d'égalité et de non-discrimination tels que notamment définis aux articles 10 et 11 de la Constitution, par les lois du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, par le décret du 19 mai 2004 relatif à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement.

L'octroi de la reconnaissance visée à l'alinéa 1^{er} n'entraîne pas de subventionnement automatique. Il se fait indépendamment des autres avis formulés par le Conseil supérieur, antérieurement ou ultérieurement, notamment ceux visés à l'article 4, 3°, 7°, 8° et 9°.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, la « Reconnaissance d'intérêt pédagogique en éducation aux médias » est réputée attribuée de plein droit aux initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias ou en son nom en Communauté française par les Centres de ressources visés à l'article 20 et par les opérateurs reconnus sur pied des articles 26, § 2, 27, § 2 et 28, § 2.

Art. 6. Le Conseil supérieur assure la publicité, notamment par le biais de son site Internet de la liste actualisée des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias s'étant vu octroyer une « Reconnaissance d'intérêt pédagogique en éducation aux médias ».

En collaboration privilégiée avec les Centres de ressources visés à l'article 20, il veille à la bonne information des publics scolaires et non scolaires en la matière.

Art. 7. Le Gouvernement arrête les formes, les conditions et les limites à l'usage de la « Reconnaissance d'intérêt pédagogique en éducation aux médias ». Il détermine le logo et le libellé pouvant être appliqués sur les initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés en Communauté française auxquels le Gouvernement a octroyé une Reconnaissance d'intérêt pédagogique en éducation aux médias.

En cas de non-respect des critères visés à l'article 5, alinéa 2, le Conseil supérieur peut proposer au Gouvernement le retrait de la Reconnaissance d'intérêt pédagogique en éducation aux médias.

CHAPITRE II. — *De la composition et des travaux du Conseil supérieur*

Art. 8. § 1^{er}. Le Conseil supérieur est composé de membres siégeant avec voix délibérative, désignés par le Gouvernement; de membres siégeant avec voix consultative et d'observateurs.

§ 2. Siègent au Conseil supérieur avec voix délibérative :

a) Deux membres désignés par le Gouvernement, respectivement en qualité de Président et de Vice-président et justifiant d'une expérience dans le secteur des médias et dans le secteur de l'enseignement;

b) Cinq membres experts en éducation aux médias, choisis parmi les universités ou les hautes écoles de la Communauté française et dont au moins un est issu d'une haute école et au moins un est issu d'une université;

c) Un membre issu du secteur du journalisme désigné sur proposition de l'Association des Journalistes professionnels et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

d) Un membre issu du secteur de la presse écrite quotidienne désigné sur proposition des Journaux francophones de Belgique scrl et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

e) Deux membres issus du secteur de la presse écrite désignés sur proposition conjointe des Journaux francophones de Belgique scrl et de l'Association des Journalistes professionnels et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

f) Trois membres issus du secteur de la radio et de la télévision dont un désigné sur proposition de la Radio et télévision belge francophone et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

g) Un membre issu du secteur des médiathèques désigné sur proposition de la Médiathèque de la Communauté française et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

h) Un membre issu du secteur du cinéma justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

i) Un membre issu du secteur des nouvelles technologies de l'information et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

j) Un inspecteur de l'enseignement maternel, un inspecteur de l'enseignement primaire et un inspecteur de l'enseignement secondaire ordinaires ou spécialisés désignés sur proposition de l'Inspecteur général coordinateur;

k) Un représentant de l'enseignement organisé par la Communauté française désigné sur proposition du Ministre ayant en charge l'enseignement obligatoire;

l) Un représentant de chacun des organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement de la Communauté française conformément à l'article 5bis de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement désigné sur proposition de chacun de ceux-ci;

m) Un représentant de chacune des organisations représentant les enseignants de la Communauté française et affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national du Travail désigné sur proposition de chacune de celles-ci;

n) Un représentant de chacune des organisations de parents visées à l'article 69, § 5, alinéa 1^{er}, du décret missions, désigné sur proposition de chacune de celles-ci;

o) Un représentant du Conseil de la Jeunesse d'expression française désigné sur proposition de celui-ci et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

p) Un représentant de la Commission consultative des organisations de jeunesse désigné sur proposition de celle-ci et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

q) Un représentant de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes désigné sur proposition de celle-ci et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

r) Un représentant du Conseil de l'éducation permanente désigné sur proposition de celui-ci et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

s) Un représentant du Conseil supérieur de l'audiovisuel désigné sur proposition de celui-ci et justifiant d'une expérience dans le domaine des médias et de l'éducation aux médias;

t) Un représentant de chaque Centre de ressources visé à l'article 20.

§ 3. Le Gouvernement établit une liste de réserve composée, si possible, d'au moins un suppléant par profil de membre énuméré au paragraphe 1^{er}.

Chaque membre est remplacé temporairement par un suppléant de même profil en cas d'absence ponctuelle.

Chaque membre est remplacé définitivement par un suppléant de même profil en cas de démission ou s'il perd le titre ou la qualité en vertu duquel il a été désigné.

Est réputé démissionnaire tout membre qui n'assiste pas à trois réunions consécutives sans justifier son absence.

Le Président ou, à défaut, le Vice-président constate la démission des membres du Conseil supérieur ou la perte du titre ou de la qualité en vertu duquel ils ont été désignés.

Le Gouvernement peut pourvoir un mandat vacant sans puiser dans la réserve de suppléants si celle-ci ne comprend pas le profil requis pour la désignation.

En cas de remplacement définitif, le suppléant exerce le mandat vacant jusqu'à son terme initial.

§ 4. Siègent au Conseil supérieur avec voix consultative :

a) Le Secrétaire du Conseil supérieur visé à l'article 14, § 1^{er} et § 2, ci-après dénommé le Secrétaire;

b) Un représentant du Secrétariat général de la Communauté française;

c) Un représentant de l'Administration générale de l'enseignement et de la recherche scientifique;

d) Un représentant du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias;

e) Les chargés de mission membres du Secrétariat du Conseil supérieur et des Centres de ressources visés respectivement à l'article 14, § 3, et à l'article 24, § 1^{er};

§ 5. Siègent en qualité d'observateurs :

a) Quatre membres désignés par le Parlement de la Communauté française et représentant, ensemble, toutes les tendances idéologiques et philosophiques telles que définies à l'article 3 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques,

b) Les représentants du ou des Ministres ayant l'Education, l'Audiovisuel, la Jeunesse et l'Education permanente dans leurs attributions.

Art. 9. § 1^{er}. Le mandat de membre du Conseil supérieur avec voix délibérative est de cinq ans. Il est renouvelable une fois, y compris le mandat de Président et de Vice-président.

Pendant une durée de deux ans, le Président et le Vice-président sortant peuvent assister aux réunions du Conseil supérieur avec voix consultative.

§ 2. Tout membre exerce à la fois un seul mandat au sein du Conseil supérieur et est désigné en vertu d'une seule fonction ou d'un seul titre ou qualité.

Art. 10. § 1^{er}. Le Conseil supérieur se réunit en séance plénière au moins cinq fois par année civile sur convocation du Président. La convocation contient l'ordre du jour.

Le Conseil supérieur ne délibère valablement et ne prend des décisions qu'en présence de la majorité des membres visés à l'article 8, § 1^{er}.

Il prend ses décisions au consensus et à défaut à la majorité des deux tiers sur l'ensemble des membres siégeant avec voix délibérative présents. Des notes de minorité peuvent être déposées.

Si le quorum de présence n'est pas atteint, le Président convoque dans les quinze jours ouvrables une nouvelle réunion qui délibère alors à la majorité absolue des membres siégeant avec voix délibérative présents.

§ 2. Le ou les membres du Conseil supérieur qui seraient directement concernés ou qui exerceraient une fonction de nature à créer un conflit d'intérêt personnel ou fonctionnel par rapport à toute initiative, action, expérience, outil pédagogique, recherche ou évaluation mené ou réalisé en matière d'éducation aux médias et pour lequel le Conseil supérieur entend formuler, d'initiative ou à la demande d'une instance ad hoc, un avis ou une proposition, ne peuvent prendre part au processus de délibération et de décision visé au § 1^{er} du présent article.

§ 3. Le Conseil supérieur peut organiser des groupes de travail permanents ou temporaires en son sein.

Art. 11. La représentation du Conseil supérieur, notamment communautaire, nationale et internationale, est assurée prioritairement et successivement par le Président ou le Vice-président et, à défaut, le Secrétaire du Conseil supérieur.

Le Conseil supérieur peut déléguer sa représentation dans certains domaines particuliers à un ou plusieurs de ses membres.

Art. 12. Le Conseil supérieur arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation. Ce règlement d'ordre intérieur précise notamment les conditions dans lesquelles les membres du Conseil supérieur peuvent se faire assister d'un collaborateur lors des séances plénières ou au sein des groupes de travail, les modalités de dépôt d'une ou plusieurs notes de minorité, ainsi que les modalités de validation et d'exécution des décisions du Conseil supérieur par le Secrétariat.

Le Conseil supérieur crée un Bureau en son sein. Le Bureau veille à la bonne exécution des missions dont le Secrétariat est chargé.

Le Gouvernement arrête la composition et le fonctionnement du Bureau, sur proposition du Conseil supérieur.

Il peut attribuer au Bureau des missions complémentaires, sur proposition du Conseil supérieur.

Art. 13. Les procès-verbaux, avis et propositions du Conseil supérieur sont transmis au Gouvernement après chaque séance plénière par le Secrétariat du Conseil supérieur.

CHAPITRE III. — *Du Secrétariat du Conseil supérieur et des moyens humains et budgétaires*

Art. 14. § 1^{er}. Le Secrétariat est dirigé par le Secrétaire, sous l'autorité du Président. Le Secrétaire est placé sous l'autorité administrative du Secrétaire général.

Le Secrétariat Général peut apporter un soutien logistique ou en personnel au Conseil supérieur.

§ 2. Le Secrétaire est désigné par le Gouvernement parmi des personnes justifiant d'une expérience dans les domaines pédagogiques et de l'éducation aux médias.

Il bénéficie d'un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement pour une période de deux ans, renouvelable.

§ 3. Le secrétaire est assisté d'au moins deux chargés de mission, paritairement détachés des niveaux d'enseignement fondamental et secondaire. Ils sont placés sous l'autorité administrative du Secrétaire général.

§ 4. Les congés pour mission visés au présent article sont accordés conformément à l'article 5 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 15. Le Secrétariat a pour missions :

1° D'organiser, les activités et travaux du Conseil supérieur pour chacune de ses missions visées à l'article 4 ainsi que des groupes de travail visés à l'article 10, § 3; 26, § 5; 27, § 5; 28, § 5 et 29, § 5;

2° De préparer les séances du Conseil supérieur et d'en assurer le secrétariat;

3° D'exécuter les décisions du Conseil supérieur;

4° De prendre les contacts avec les autorités et administrations nécessaires à l'accomplissement des missions du Conseil supérieur et des siennes;

5° D'assurer la publicité des activités et travaux du Conseil supérieur, notamment par le biais de la gestion de son site Internet, et de veiller à la bonne information des publics scolaires et non scolaires en matière d'éducation aux médias.

Art. 16. Le Secrétariat prend toute disposition utile au fonctionnement du Conseil supérieur.

Le Président et le Secrétaire rendent compte de leurs interventions et de leurs initiatives à la séance la plus proche du Conseil supérieur.

Art. 17. Dans la limite des crédits disponibles, un montant annuel minimal de € 88.000 est consacré au financement du Conseil supérieur. Il comprend les frais de fonctionnement du Conseil supérieur et du Secrétariat, en ce compris les frais afférents à d'éventuels recours à des services extérieurs ou d'expertise tels que visés à l'article 18 et aux éventuels jetons de présence et indemnités de parcours tels que visés à l'article 19.

Dans les limites des crédits disponibles, à partir de l'année budgétaire 2009, le montant de ces crédits est au minimum indexé annuellement et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

Cette dépense fait l'objet d'une allocation de base spécifique dans le budget général des dépenses de la Communauté française.

Art. 18. Le Conseil supérieur et son Secrétariat peuvent faire appel à des services extérieurs ou à des experts pour les assister dans l'exercice de leurs missions.

Art. 19. Le Gouvernement détermine les éventuels jetons de présence et indemnités de parcours auxquels peuvent prétendre tout ou partie des membres du Conseil supérieur.

TITRE III. — *Des Centres de ressources en éducation aux médias en Communauté française*

Art. 20. Le Gouvernement reconnaît, après avis du Conseil supérieur, au maximum trois Centre(s) de ressources en éducation aux médias en Communauté française, ci-après dénommé(s) les Centres de ressources.

La reconnaissance est faite pour une période de cinq ans renouvelable.

Art. 21. § 1^{er}. Pour être reconnu comme Centre de ressources, un organisme ou une association doit répondre aux critères suivants :

1° Avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° Justifier d'une expérience et d'une expertise à la fois dans le secteur des médias, de l'enseignement dans le cadre d'un partenariat avec un groupement reconnu d'établissements scolaires ou, le cas échéant, avec un nombre significatif d'établissements scolaires et de l'éducation aux médias en Communauté française;

3° Présenter la vision globale qu'il a de sa fonction dans le paysage de l'éducation aux médias en Communauté française et proposer un plan quinquennal décrivant les actions et moyens concrets par lesquels il a l'intention d'accomplir la mission visée à l'article 23.

4° Faire preuve d'une activité durable, aussi bien dans le passé que dans le présent.

Le Gouvernement peut, après avis du Conseil supérieur, préciser les critères visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La reconnaissance se fait sur la base d'un appel à candidatures. La procédure de reconnaissance est fixée par le Gouvernement.

Art. 22. Le représentant de chaque Centre de ressources au sein du Conseil supérieur informe celui-ci des activités et des travaux menés par le Centre de ressources qu'il représente.

Art. 23. § 1^{er}. Chaque Centre de ressources a pour mission de concevoir, de promouvoir, et d'encadrer des initiatives, actions, expériences, outils pédagogiques, recherches ou évaluations menés ou réalisés en matière d'éducation aux médias en Communauté française, principalement à destination des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, de leurs équipes pédagogiques et de leurs élèves et étudiants.

Dans ce cadre, chaque Centre de ressources :

1° Collabore à la mise en œuvre sur le terrain des décisions du Conseil supérieur pour les matières qui le concernent;

2° Apporte son concours à la formation des formateurs et des opérateurs en éducation aux médias;

3° Apporte son concours à la formation continuée en éducation aux médias en général, notamment celle destinée aux membres du personnel enseignant de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire dans le cadre du prescrit décretaal en vigueur en la matière en Communauté française;

4° Prépare et anime des réunions de travail dans et en dehors des établissements scolaires et apporte son expertise aux équipes pédagogiques, d'initiative ou à la demande, dans le cadre d'un projet pédagogique ou d'une initiative particulière en matière d'éducation aux médias. Dans ce cadre, une attention particulière est accordée aux initiatives de production médiatique tels que les journaux et radios d'école, les ateliers de réalisation et de montage vidéo, etc.;

5° Apporte son concours à l'organisation et à l'encadrement pédagogique des initiatives visées au Titre IV;

6° Prête et fournit aux établissements scolaires des documents et du matériel relatif à l'éducation aux médias.

Les centres de ressources mettent à la disposition du Conseil supérieur les données, informations et témoignages pertinents dont ils disposent, ceux-ci émanant principalement des établissements scolaires.

Ils communiquent, dans le courant du premier semestre de chaque année civile un rapport annuel au Gouvernement et au Conseil supérieur qui comprend notamment :

a) Une présentation détaillée relative à ses activités en matière d'éducation aux médias et à l'opérationnalisation durant l'année qui précède de la mission visée au présent article;

b) Un programme d'activités pour l'exercice suivant;

c) Un bilan financier et un budget prévisionnel pour l'exercice suivant.

§ 2. Chaque Centre de ressources peut passer une convention avec un ou plusieurs organes de représentation ou de coordination de pouvoirs organisateurs et/ou avec le Service général du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française.

§ 3. Chaque Centre de ressources remplit sa mission au bénéfice de tous les établissements scolaires, équipes pédagogiques, élèves et étudiants de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si un Centre a passé une convention avec un ou plusieurs organes de représentation ou de coordination des pouvoirs organisateurs ou avec le Service général du pilotage de l'enseignement organisé par la Communauté française, il prête son concours en priorité aux établissements d'enseignement relevant de ce ou ces organes ou de ce service général ainsi qu'à leurs équipes pédagogiques et leurs élèves.

§ 4. Chaque Centre de ressources travaille collégialement avec le Secrétariat.

Art. 24. § 1^{er}. Un chargé de mission est affecté à chaque Centre de ressources. Des chargés de missions supplémentaires peuvent être affectés à chaque Centre.

§ 2. Chaque chargé de mission visé au présent article bénéficie d'un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement pour une période d'un an, renouvelable.

Il est chargé, sous la responsabilité du responsable du Centre de ressources, de la mise en œuvre des missions dévolues aux Centres de ressources.

§ 3. Les congés pour mission visés au présent article sont accordés conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 25. Dans la limite des crédits disponibles, un montant annuel minimal de € 280.000 est consacré au financement des Centres de ressources. Il comprend des frais de fonctionnement et les rémunérations de chaque chargé de mission visé à l'article 24.

Dans la limite des crédits disponibles, à partir de l'année budgétaire 2009, le montant annuel minimal de ces crédits est indexé annuellement et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

Un tiers de ce budget est réparti entre les différents Centres de ressources en garantissant aux Centres ayant passé une convention tel qu'évoqué à l'article 23, § 2, qu'ils reçoivent une fraction de ce tiers proportionnelle au nombre d'élèves fréquentant des établissements scolaires dépendant soit d'un ou des organes de représentation ou de coordination, soit du Service général de pilotage du réseau organisé par la Communauté française avec lequel ils ont passé ladite convention.

Cette dépense fait l'objet d'une allocation de base spécifique dans le budget général des dépenses de la Communauté française.

TITRE IV. — Développement d'initiatives et de moyens particuliers en matière d'éducation aux médias en Communauté française

Art. 26. § 1^{er}. Chaque année est organisée en Communauté française une initiative d'éducation aux médias portant sur la presse quotidienne et à l'achat par la Communauté française au maximum à la moitié de leur prix de vente au détail, de journaux quotidiens mis gratuitement à disposition des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, des services d'accrochage scolaires, des centres d'aide en milieu ouvert, des écoles de devoirs, des centres d'alphabétisation, des bibliothèques publiques ainsi que des associations d'éducation permanente actives dans le domaine de l'éducation aux médias en Communauté française.

Les demandes de participation à cette initiative sont traitées sans discrimination, quels que soient le réseau, le niveau d'enseignement ou la situation géographique de l'établissement scolaire demandeur ou quel que soit le demandeur.

§ 2. Le Gouvernement désigne, après avis du Conseil supérieur, pour une période de cinq ans renouvelable, un opérateur chargé de mettre en œuvre l'initiative visée au § 1^{er}. Pour être désigné, l'opérateur doit répondre aux critères suivants :

- 1° Etre constitué, depuis au moins cinq ans, en société ou en association dotée de la personnalité juridique;
- 2° Avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° Représenter de manière significative les éditeurs des titres de presse écrite quotidienne présents sur le territoire de la Communauté française;
- 4° Avoir notamment pour objet de dynamiser l'image de la presse;
- 5° Faire preuve d'une activité durable, aussi bien dans le passé que dans le présent.

Le Gouvernement fixe la procédure de désignation.

§ 3. Dans les limites des crédits disponibles, des crédits pour un montant annuel minimal de € 515.000 sont consacrés à l'initiative visée au § 1^{er}. Dans les limites des crédits disponibles, le montant peut faire l'objet d'une augmentation, en cas de modification substantielle du contexte ou de l'étendue de l'initiative.

Dans les limites des crédits disponibles, à partir de l'année budgétaire 2009, le montant de ces crédits est au minimum indexé annuellement et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

§ 4. Sont soumises au Gouvernement pour approbation, les modalités de l'initiative et de la diffusion des journaux quotidiens visés au § 1^{er}. Celles-ci tiennent compte notamment du niveau d'enseignement et en veillant à ce que les journaux fassent l'objet d'une véritable exploitation pédagogique au sein des établissements scolaires.

Il peut adjoindre d'autres bénéficiaires de la mise à disposition de journaux quotidiens à ceux déjà visés au § 1^{er}.

Le Service général d'inspection est chargé du contrôle et de l'évaluation de l'exploitation pédagogique de cette initiative par les bénéficiaires de l'initiative.

§ 5. Un Comité constitué notamment de représentants du Conseil supérieur, du Secrétariat, de chacun des Centres de ressources et de l'opérateur désigné par le Gouvernement, assure l'accompagnement de l'initiative décrite au présent article.

Art. 27. § 1^{er}. Chaque année est organisée en Communauté française une initiative d'éducation aux médias portant sur la visite gratuite de journalistes professionnels au sein des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, des services d'accrochage scolaire, des centres d'aide en milieu ouvert, des écoles de devoirs et des centres d'alphabétisation en Communauté française.

Les demandes de participation à cette initiative sont traitées dans leur ordre d'introduction chronologique, quels que soient le réseau, le niveau d'enseignement ou la situation géographique de l'établissement scolaire demandeur. Les demandes qui ne peuvent être rencontrées sont traitées prioritairement l'année suivante.

§ 2. Le Gouvernement désigne, après avis du Conseil supérieur, pour une période de cinq ans renouvelables, un opérateur chargé de mettre en œuvre l'initiative visée au § 1^{er}. Pour être désigné, l'opérateur doit répondre aux critères suivants :

- 1° Etre constitué sous forme d'une union professionnelle;
- 2° Avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° Exercer ses activités depuis au moins cinq ans;
- 4° Représenter de manière significative les journalistes professionnels;
- 5° Etre composée de membres actifs dans divers médias;
- 6° Faire preuve d'une activité durable, aussi bien dans le passé que dans le présent.

Le Gouvernement fixe la procédure de désignation.

§ 3. Dans les limites des crédits disponibles, des crédits pour un montant annuel minimal de € 99.000 sont consacrés à l'organisation de l'initiative visée au § 1^{er}. Dans les limites des crédits disponibles, le montant peut faire l'objet d'une augmentation, en cas de modification substantielle du contexte ou de l'étendue de l'initiative.

Dans les limites des crédits disponibles, à partir de l'année budgétaire 2009, le montant de ces crédits est au minimum indexé annuellement et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

§ 4. Sont soumises au Gouvernement pour approbation, les modalités des visites de journalistes professionnels visées au § 1^{er}. Celles-ci tiennent compte notamment du niveau d'enseignement et en veillant à ce que celles-ci fassent l'objet d'une véritable exploitation pédagogique au sein des établissements scolaires.

Il peut adjoindre d'autres bénéficiaires des visites de journalistes professionnels à ceux déjà visés au § 1^{er}.

Le Service général d'inspection est chargé du contrôle et de l'évaluation de l'exploitation pédagogique de cette initiative au sein des établissements scolaires.

§ 5. Un Comité, constitué notamment de représentants du Conseil supérieur, du Secrétariat, de chacun des Centres de ressources et de l'opérateur désigné par le Gouvernement, assure l'accompagnement de l'initiative visée au présent article.

Art. 28. § 1^{er}. Chaque année, est organisée une initiative culturelle d'éducation aux médias portant sur la programmation à prix réduits de films dans des salles de cinéma à destination des élèves des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française et à la réalisation d'outils pédagogiques destinés à accompagner ces films.

Les demandes de participation à cette initiative sont classées et traitées dans leur ordre d'introduction chronologique, quels que soient le réseau, le niveau d'enseignement ou la situation géographique de l'établissement scolaire demandeur. Les demandes qui ne peuvent être rencontrées sont classées et traitées prioritairement l'année suivante.

§ 2. Le Gouvernement désigne, après avis du Conseil supérieur, pour une période de cinq ans renouvelable, un opérateur chargé de mettre en œuvre l'initiative visée au § 1^{er}. Pour être désigné, l'opérateur doit répondre aux critères suivants :

1° Etre constitué en association dotée de la personnalité juridique;

2° Avoir son siège sur le territoire de la région de langue française ou de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

3° Exercer ses activités depuis au moins cinq ans;

4° Programmer en des lieux adaptés et de façon régulière des films présentant un intérêt pédagogique, que ce soit d'un point de vue thématique ou esthétique;

5° Avoir des activités qui, directement ou en partenariat, couvrent le territoire de la région de langue française et de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale;

6° Avoir été reconnu en qualité d'association d'éducation permanente pendant au moins dix ans;

7° Toucher un public scolaire d'au moins 25 000 élèves fréquentant l'enseignement obligatoire;

8° Justifier d'une expérience dans la conception et la rédaction de dossiers pédagogiques relatifs à des œuvres cinématographiques à l'attention des publics scolaires et susceptibles d'une utilisation par les enseignants de différentes disciplines;

9° Faire preuve d'une activité durable, aussi bien dans le passé que dans le présent.

Le Gouvernement fixe la procédure de désignation.

§ 3. Dans les limites des crédits disponibles, des crédits pour un montant annuel minimal de € 150.000 sont consacrés à l'organisation de l'initiative. Dans les limites des crédits disponibles, le montant peut faire l'objet d'une augmentation, en cas de modification substantielle du contexte ou de l'étendue de l'initiative.

Dans les limites des crédits disponibles, à partir de l'année budgétaire 2009, le montant de ces crédits est au minimum indexé annuellement et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

§ 4. Sont soumises au Gouvernement pour approbation, les modalités de l'initiative visée au § 1^{er}. Celles-ci tiennent compte notamment du niveau d'enseignement et en veillant à ce que celles-ci fassent l'objet d'une véritable exploitation pédagogique au sein des établissements scolaires.

Le Service général d'inspection est chargé du contrôle et de l'évaluation de cette exploitation pédagogique au sein des établissements scolaires.

§ 5. Un Comité, constitué notamment de représentants du Conseil supérieur, du Secrétariat, de chacun des Centres de ressources et de l'opérateur désigné par le Gouvernement assure l'accompagnement suivi de l'initiative visée au présent article.

Art. 29. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, des crédits pour un montant annuel minimal de € 20.000 sont consacrés à l'organisation annuelle en Communauté française d'une initiative d'éducation aux médias portant sur le soutien de projets scolaires locaux d'éducation aux médias organisés à destination des élèves de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire par un ou plusieurs établissements scolaires en Communauté française.

La première moitié de ces crédits est consacrée aux établissements scolaires d'enseignement fondamental et la seconde moitié aux établissements scolaires d'enseignement secondaire.

Les montants sont octroyés aux bénéficiaires par tranche de € 2.000.

Le Conseil supérieur précise notamment sur son site Internet, après approbation du Gouvernement, les critères de sélection des établissements et des projets qui bénéficieront d'une subvention.

Dans les limites des crédits disponibles, à partir de l'année budgétaire 2009, le montant de ces crédits est au minimum indexé annuellement et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

§ 2. Le Conseil supérieur est chargé de l'organisation et de la gestion de l'opération visée au § 1^{er}.

Il sollicite annuellement l'ensemble des établissements scolaires de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaires et spécialisés, organisés ou subventionnés par la Communauté française, par le biais d'un appel aux projets scolaires locaux d'éducation aux médias et, sur la base des projets qui lui sont soumis dans ce cadre et au plus tard pour le 31 octobre de chaque année, communique au Ministre ayant en charge l'enseignement obligatoire une sélection de cinq à quinze projets scolaires locaux et une proposition de répartition entre ceux-ci des moyens prévus au § 1^{er}.

Le Conseil supérieur joint un avis circonstancié sur cette sélection et sur cette proposition de répartition des moyens prévus au § 1^{er}.

Sur cette base, le Gouvernement affecte les moyens prévus au § 1^{er} aux différents établissements scolaires sélectionnés.

§ 3. Le Conseil supérieur établit la sélection des projets scolaires locaux d'éducation aux médias visée au § 2 selon les critères suivants :

1° L'implication des participants, particulièrement le degré d'implication et la participation des élèves et des enseignants dans le projet et dans les activités qui y sont développées;

2° Le degré de préparation du projet, la qualité de ses objectifs et des méthodes utilisées;

3° L'exploitation pédagogique du projet et sa cohérence avec les référentiels communs d'enseignement;

4° La durabilité du projet et les prolongements qui lui seront donnés une fois l'activité réalisée;

5° L'originalité du projet.

§ 4. Pour être recevable et examiné par le Conseil supérieur, le projet doit :

1° Etre adressé au Conseil supérieur dans le respect des formes, des modalités et du calendrier qu'il établit à cet effet;

2° Comporter entre autres une description précise du projet d'éducation aux médias ainsi qu'un budget prévisionnel détaillé;

3° Etre approuvé par le chef d'établissement en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française et par le pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

§ 5. Un Comité, constitué notamment de représentants du Conseil supérieur, du Secrétariat et de chacun des Centres de ressources est installé en vue d'assurer l'accompagnement de cette initiative.

TITRE V. — Dispositions modificatives

Art. 30. § 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, les termes « 8° Conseil de l'Education aux Médias : le Conseil de l'Education aux Médias tel qu'organisé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création d'un Conseil de l'Education aux Médias et assurant la reconnaissance de Centres de ressources en matière d'Education aux Médias » sont remplacés par les termes « 8° Conseil supérieur de l'Education aux Médias : le Conseil supérieur de l'Education aux Médias tel qu'organisé par le décret portant création du Conseil supérieur de l'Education aux médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française ».

§ 2. Aux articles 62 et 144 du même décret, les mots « Conseil de l'éducation aux médias » sont remplacés par les mots « Conseil supérieur de l'éducation aux médias ».

Art. 31. § 1^{er}. Dans l'article 1^{er} du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire, les termes « 16° CEM : le Conseil de l'Education aux Médias, institué par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création d'un Conseil de l'Education aux Médias et assurant la reconnaissance de centres de ressources en matière d'éducation aux médias » sont remplacés par les termes « 16° Conseil supérieur de l'Education aux Médias : le Conseil supérieur de l'Education aux Médias tel qu'organisé par le décret portant création du Conseil supérieur de l'Education aux médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française ».

§ 2. Dans l'alinéa 2, de l'article 9, du même décret, les termes « Après avis du Conseil de l'éducation aux médias » sont remplacés par les termes « S'il s'agit de programmes d'éducation aux médias, après avis du Conseil supérieur de l'éducation aux médias ».

Art. 32. Dans l'article 3, 4°, du décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française, les termes « la cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence créée par le décret du 12 mai 2004 remet à la Commission de pilotage ses recommandations en matière de formation à la prévention du décrochage scolaire et de la violence » sont remplacés par les termes « la cellule administrative de coordination des actions de prévention du décrochage scolaire et de la violence créée par le décret du 12 mai 2004 et le conseil supérieur de l'éducation aux médias créé par le décret portant création du Conseil supérieur de l'Education aux médias et assurant le développement d'initiatives et de moyens particuliers en la matière en Communauté française, remettent à la Commission de pilotage, chacun pour ce qui les concerne, leurs recommandations en matière de formation à la prévention du décrochage scolaire et de la violence d'une part, leurs recommandations en matière de formation à l'éducation aux médias d'autre part ».

TITRE VI. — Dispositions abrogatoires et transitoires

Art. 33. § 1^{er}. Les articles 15 et 16 du décret du 31 mars 2004 relatif aux aides attribuées à la presse quotidienne écrite francophone et au développement d'initiatives de la presse quotidienne écrite francophone en milieu scolaire sont abrogés.

§ 2. L'arrêté du 19 mai 1995 portant création d'un Conseil de l'Education aux Médias et assurant la reconnaissance de Centres de ressources en matière d'Education aux Médias est abrogé sous la réserve suivante :

Le Conseil de l'Education aux médias continue à exister pour l'exercice de l'article 4, alinéa 1^{er}, du présent décret, jusqu'à l'installation du Conseil supérieur.

Il continue à être représenté au sein du Collège d'avis du Conseil supérieur de l'audiovisuel, jusqu'à l'installation du Conseil supérieur.

Art. 34. Par dérogation au dispositif prévu à l'article 20 du présent Décret, et pour un premier cycle de cinq ans débutant au 1^{er} janvier 2008, trois organismes sont reconnus comme Centre(s) de ressources en éducation aux médias en Communauté française, à savoir l'association sans but lucratif « Média Animation », l'association sans but lucratif « Centre audiovisuel Liège » et le « Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement organisé par la Communauté française de Belgique ».

TITRE VII. — Dispositions finales

Art. 35. Dans les cinq ans suivant la promulgation du présent décret, le Gouvernement de la Communauté française procède à une évaluation de celui-ci, en ce compris les moyens humains et budgétaires y affectés, au regard des missions définies et notamment de l'impact de ce dispositif au sein des écoles.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 juin 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

—————
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 540-1. — Amendements de commission, n° 540-2. — Rapport, n° 540-3. *Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 3 juin 2008.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 3645

[C - 2008/29492]

5 JUNI 2008. — Decreet houdende oprichting van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media en tot ontwikkeling van bijzondere initiatieven en middelen terzake in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° « opvoeding tot de media » : de opvoeding die tot doel heeft de bekwaamheid te laten verwerven tot de media toegang te krijgen, de verschillende aspecten van de media en van hun inhoud kritisch te begrijpen en te beoordelen, en in verschillende contexten te communiceren. Onder media-boodschappen wordt verstaan, de informatieve en creatieve inhoud van de teksten, klanken en beelden die door verschillende communicatiemiddelen, met inbegrip van reclame, wordt overgebracht, waaronder de televisie, de filmsector, de video, de websites, de radio, de videospelen en de virtuele gemeenschappen.

2° « takendecreet », het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

3° « sturingscommissie », de commissie voor de sturing van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, opgericht door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijs-systeem van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. Het gebruik in dit decreet van de mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschaptig met het oog op een betere leesbaarheid van de tekst, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep, ambt, graad of titel.

TITEL II. — Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media

HOOFDSTUK I. — *Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media en zijn opdrachten*

Art. 3. Er wordt een Hoge Raad voor Opvoeding tot de media van de Franse Gemeenschap opgericht, hierna « Hoge Raad » genoemd.

Art. 4. De Hoge Raad heeft de volgende opdrachten :

1° de bevordering van de opvoeding tot de media, van de uitwisseling van informatie en van de samenwerking tussen de actoren en instellingen die betrokken zijn bij de opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap, inzonderheid de sectoren van de verschillende media, het leerplichtonderwijs en de permanente opvoeding. In dat kader zorgt de Hoge Raad, inzonderheid door toedoen van een Internet-site, waarvan het beheer door het secretariaat van de Hoge Raad wordt waargenomen, voor de informatie van het schoolpubliek en van het buitenschools publiek.

2° op initiatief of op aanvraag van de Regering of van de minister(s) bevoegd voor onderwijs, cultuur, de audiovisuele sector of de jeugd, een advies uitbrengen voordat elke decreetsbepaling inzake opvoeding tot de media wordt genomen.

3° op initiatief of op aanvraag van de Regering of van de Minister(s) bevoegd voor onderwijs, cultuur, de audiovisuele sector of de jeugd, elk advies en voorstel te formuleren over het beleid en de prioriteiten inzake opvoeding tot de media en over de pedagogische initiatieven, acties, ervaringen, instrumenten, onderzoeken of evaluaties die op het gebied van opvoeding tot de media of in verband daarmee werden gevoerd of gebruikt.

In dat kader heeft de Hoge Raad een bijzondere aandacht voor :

— de strijd tegen de stereotypen die door de media kunnen worden gedragen en tegen elke vorm van discriminatie in en door de media;

— de technologische, economische, sociale en culturele evolutie van de activiteiten die ressorteren onder de sectoren van de verschillende media en de informatie- en communicatietechnologieën, met inbegrip van de ontwikkeling van het Europees en internationaal recht ter zake;

— het decoderen van de reclame-boodschappen.

4° de pedagogische initiatieven, acties, experimenten, pedagogische instrumenten, onderzoeken of evaluaties aanmoedigen en op elkaar afstemmen, met het oog op de bevordering van de opvoeding tot de media en op het waarborgen van hun overeenstemming met het takendecreet en het geheel van de normen die in de Franse Gemeenschap gelden.

In dat kader, ontwikkelt de Hoge Raad, bij voorrang met de documentatiecentra bedoeld in artikel 20, sensibiliseringscampagnes betreffende de opvoeding tot de media met bestemming tot het schoolpubliek en het buitenschools publiek, en verleent zijn medewerking voor de initiatieven die ter zake in de Franse Gemeenschap worden gevoerd, zoals deze die bedoeld zijn in titel IV.

5° een permanente inventaris bijhouden van de pedagogische initiatieven, acties, experimenten, pedagogische instrumenten, onderzoeken of evaluaties die in België of in het buitenland worden gevoerd of gebruikt op het gebied van opvoeding tot de media of in verband daarmee.

Er wordt een bijzondere aandacht besteed aan initiatieven inzake mediaproductie zoals schoolkranten, -radio's en -televisies, ateliers voor de realisatie en de montage van videofilms binnen de schoolinrichtingen, enz.

6° het opnemen van de opvoeding tot de media, van de pedagogische exploitatie van de media en van de informatie- en communicatietechnologieën in de opvoedings- en opleidingsprogramma's bevorderen.

Daartoe brengt de Hoge Raad adviezen uit en doet hij voorstellen die tot doel hebben ervoor te zorgen dat die opnemingen werkelijk gebeurt :

a) in de studieprogramma's overeenkomstig de bepalingen bedoeld in artikel 9, 5°, van het takendecreet. Te dien einde, verstrekt de Hoge Raad de inrichtende machten, in het kader van zijn opdracht, zijn raadgevingen inzake opvoeding tot de media, die niet op de pedagogische methoden betrekking hebben;

b) in de opleidingsprogramma's buiten de school voor de jongeren en de volwassenen, inzonderheid in het kader van de permanente opvoeding alsook van de jeugdorganisaties en de jeugdcentra;

c) in de programma's voor initiële opleiding voor de toekomstige leerkrachten overeenkomstig de bepalingen vastgesteld in artikel 7 van het decreet van 12 december 2000 tot vastlegging van de initiële opleiding van onderwijzers en regenten en in artikel 7 van het decreet van 8 februari 2001 tot vaststelling van de initiële opleiding van de geaggregeerden voor het hoger secundair onderwijs;

d) in de programma's voor voortgezette opleiding voor de leerkrachten. Daartoe legt de Hoge Raad aan de sturingscommissie, voor 15 september van elk jaar, en in het kader van haar opdracht inzake bepaling van de prioritaire opleidingsoriëntaties bedoeld in artikel 3, eerste lid, 4°, van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, haar aanbevelingen voor inzake voortgezette opleiding op het vlak van opvoeding tot de media.

7° een met redenen omkleed advies uitbrengen over elk project voor een schoolradio dat in de Franse Gemeenschap wordt opgemaakt door een inrichting voor basis- of secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals bepaald in artikel 62 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep.

8° in voorkomend geval, een met redenen omkleed advies uitbrengen in het kader van artikel 9, tweede lid, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladpers en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladpers in het schoolmilieu.

9° op aanvraag van de sturingscommissie een met redenen omkleed advies uitbrengen dat het advies van de betrokken inspectiediensten voor het onderwijs aanvult over een schoolboek, een schoolsoftware of een pedagogisch instrument dat rechtstreeks of onrechtstreeks verband houdt met de opvoeding tot de media, dat de sturingscommissie wordt voorgelegd met het oog op een erkenning tot bekrachtiging van een overeenstemming in het kader van het decreet van 19 mei 2006 betreffende de erkenning en de verspreiding van schoolboeken, schoolsoftware en andere pedagogische hulpmiddelen binnen de inrichtingen voor verplicht onderwijs.

10° om de vijf jaar aan de Regering van de Franse Gemeenschap een met redenen omkleed advies uitbrengen over de activiteiten en voorstellen tot erkenning van de documentatiecentra bedoeld in artikel 20. Dat advies steunt inzonderheid op de beoordeling van de activiteiten en de uitvoering van hun opdrachten;

11° op grond van het onderzoek van het verslag, gedurende het eerste semester van elk burgerlijk jaar vanaf het jaar 2009, de Regering een jaarverslag meedelen dat inzonderheid de volgende punten inhoudt :

a) een synthese betreffende zijn activiteiten en de operationalisering gedurende het jaar dat voorafgaat aan elk van zijn opdrachten bedoeld in dit artikel;

b) een synthese betreffende de activiteiten en de operationalisering gedurende het jaar dat voorafgaat aan de opdracht van elk documentatiecentrum bedoeld in artikel 20;

c) een synthese betreffende de uitvoering van elk van de in titel IV bedoelde initiatieven;

d) een activiteitenprogramma voor het volgende jaar;

e) een financiële balans en begrotingsvooruitzichten voor het volgende jaar;

f) in voorkomend geval, voorstellen betreffende elke wijziging van een decreet of een verordening tot verbetering van de opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap.

Op grond van het onderzoek van het verslag (amendement nr. 1), kunnen de Regering en de ministers belast met onderwijs, cultuur, audiovisuele sector of jeugd aanbevelingen richten aan de Hoge Raad.

De Regering zendt het Parlement het in het vorige lid bedoelde verslag over.

Voor de uitoefening van zijn adviesopdrachten, bepaalt de Hoge Raad vooraf een rooster met de kwaliteitscriteria die hij de Regering ter goedkeuring voorlegt.

Art. 5. Op de voordracht van de Hoge Raad, kan de Regering, voor initiatieven, acties, experimenten, pedagogische instrumenten, onderzoeken of evaluaties, een « erkenning voor pedagogisch belang op het vlak van de opvoeding tot de media » toekennen.

De Hoge Raad formuleert zijn voorstellen in het kader van zijn opdrachten op grond van de volgende criteria :

1° de initiatieven, acties, experimenten, pedagogische instrumenten, onderzoeken of evaluaties streven ten minste één van de volgende doelstellingen na :

- a) nadenken over de media en intellectueel en affectief vrijwillig afstand doen van de gewone media-ervaring;
- b) een kritische bewustwording en een kennis van de verhouding tussen het persoonlijk en sociaal leven en de media-communicatie;
- c) een creatieve blik ontwikkelen op de media en de ontwikkeling van expressie- en innovatiecapaciteiten in de media-communicatie;
- d) de overeenstemming tussen de toegepaste methoden, het publiek en de doelstellingen alsook, in voorkomend geval, de didactische kwaliteiten van de opvoedingsmiddelen.

2° voor de initiatieven, acties, experimenten, pedagogische instrumenten, onderzoeken of evaluaties worden de beginselen inzake gelijkheid en non-discriminatie in acht genomen, zoals die inzonderheid bepaald zijn in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, bij de wetten van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding, bij het decreet van 19 mei 2004 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling.

De toekenning van de erkenning bedoeld in het eerste lid brengt geen automatische subsidiëring met zich mede. Ze geschiedt ongeacht de andere adviezen die door de Hoge Raad, vroeger of later, werden uitgebracht, inzonderheid deze die bij artikel 4, 3°, 7°, 8° en 9° bedoeld zijn.

In afwijking van de eerste en tweede leden, wordt de « erkenning voor pedagogisch belang op het vlak van de opvoeding tot de media » geacht van rechtswege toegekend te worden voor de initiatieven, acties, experimenten, pedagogische instrumenten, onderzoeken of evaluaties die op het gebied van opvoeding tot de media of in naam daarvan werden gevoerd of uitgevoerd in de Franse Gemeenschap door de in artikel 20 bedoelde documentatiecentra en bij de operatoren die krachtens de artikelen 26, § 2, 27, § 2 en 28, § 2 erkend worden.

Art. 6. De Hoge Raad zorgt voor de bekendmaking, inzonderheid via zijn website, van de bijgehouden lijst van de initiatieven, acties, experimenten, pedagogische instrumenten, onderzoeken of evaluaties die op het gebied van opvoeding tot de media werden gevoerd of uitgevoerd en waarvoor een « erkenning voor pedagogisch belang op het vlak van de opvoeding tot de media » werd toegekend.

Bij voorrang in medewerking met de in artikel 20 bedoelde documentatiecentra, zorgt hij voor de goede informatie aan het publiek binnen de school en buiten de school.

Art. 7. De Regering stelt de vorm, de voorwaarden en de perken vast voor de toekenning van de « erkenning voor pedagogisch belang op het vlak van de opvoeding tot de media ». Zij bepaalt het logo en het opschrift die kunnen worden toegepast op de initiatieven, acties, experimenten, pedagogische instrumenten, onderzoeken of evaluaties die in de Franse Gemeenschap werden gevoerd en uitgevoerd en waaraan de Regering een erkenning voor pedagogisch belang op het vlak van de opvoeding tot de media heeft toegekend.

Als de criteria bedoeld in artikel 5, tweede lid, niet in acht worden genomen, kan de Hoge Raad de Regering de intrekking van de erkenning voor pedagogisch belang op het vlak van de opvoeding tot de media voorstellen.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling en werkzaamheden van de Hoge Raad*

Art. 8. § 1. De Hoge Raad is samengesteld uit stemgerechtigde leden, die door de Regering worden aangewezen, en uit leden die een raadgevende stem hebben, en waarnemers.

§ 2. Stemgerechtigd zijn :

- a) twee leden, door de Regering respectief als voorzitter en ondervoorzitter aangewezen, die het bewijs leveren van een ervaring in de mediasector en in de onderwijssector;
- b) vijf leden, deskundig inzake opvoeding tot de media, gekozen uit de universiteiten of de hogescholen van de Franse Gemeenschap en waarvan ten minste één afkomstig is uit een hogeschool en ten minste één afkomstig is uit een universiteit;
- c) één lid, afkomstig is uit de journalistensector, aangewezen op de voordracht van de « Association des Journalistes professionnels », die het bewijs leveren van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- d) één lid, afkomstig uit de sector van de geschreven dagbladpers, aangewezen op de voordracht van de « Journaux francophones belges SCRL », die het bewijs leveren van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- e) twee leden, afkomstig uit de sector van de geschreven pers, aangewezen op de gezamenlijke voordracht van de « Journaux francophones belges SCRL » en de « Association des Journalistes professionnels », die het bewijs leveren van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- f) drie leden, afkomstig uit de sector radio en televisie, onder wie één, aangewezen op de voordracht van de « Radio et télévision belge francophone », die het bewijs levert van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- g) één lid, afkomstig uit de sector van de mediatheken, aangewezen op de voordracht van de « Médiathèque de la Communauté Française », dat het bewijs levert van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- h) één lid, afkomstig uit de filmsector, dat het bewijs levert van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;

- i) één lid, afkomstig uit de sector van de nieuwe informatietechnologieën, dat het bewijs levert van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- j) een inspecteur van het kleuteronderwijs, een inspecteur van het lager onderwijs en een inspecteur van het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs, aangewezen op de voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal;
- k) een vertegenwoordiger uit het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, aangewezen op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het leerplichtonderwijs behoort;
- l) een vertegenwoordiger van elk van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van inrichtende machten van het onderwijs erkend door de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 5*bis* van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, aangewezen op de voordracht van elk onder die;
- m) een vertegenwoordiger van elk van de organisaties die de leerkrachten van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en die aangesloten zijn bij vakorganisaties die in de Nationale Arbeidsraad zitting hebben, aangewezen op de voordracht van elk onder die;
- n) een vertegenwoordiger van elk van de ouderorganisaties bedoeld in artikel 69, § 5, eerste lid, van het takendecreet, aangewezen op de voordracht van elk onder die;
- o) een vertegenwoordiger van de Franstalige jeugdraad, aangewezen op de voordracht van deze, die het bewijs levert van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- p) een vertegenwoordiger van de Adviescommissie van de jeugdorganisaties, aangewezen op de voordracht van deze, die het bewijs levert van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- q) een vertegenwoordiger van de adviescommissie voor de jeugdhuizen en -centra, aangewezen op de voordracht van deze, die het bewijs levert van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- r) een vertegenwoordiger van de raad voor permanente opvoeding, aangewezen op de voordracht van deze, die het bewijs levert van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- s) een vertegenwoordiger van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, aangewezen op de voordracht van deze, die het bewijs levert van een ervaring op het gebied van de media en de opvoeding tot de media;
- t) een vertegenwoordiger van elk documentatiecentrum bedoeld in artikel 20.

§ 3. De Regering stelt een reservelijst op, dat, voor zover mogelijk, ten minste één plaatsvervanger voor elk profiel van lid opgesomd in paragraaf 1 telt.

Ieder lid wordt tijdelijk vervangen door een plaatsvervanger met hetzelfde profiel voor de periode van de tijdelijke afwezigheid.

Ieder lid wordt door een plaatsvervanger met hetzelfde profiel definitief vervangen als het ontslag neemt of als het de titel of de hoedanigheid verliest op grond waarvan het werd aangewezen.

Als ontslagnemend wordt beschouwd, ieder lid dat bij drie opeenvolgende vergaderingen afwezig is geweest zonder zijn afwezigheid te rechtvaardigen.

De voorzitter, of, als deze afwezig is, de ondervoorzitter, stelt het ontslag van de leden van de Hoge Raad of het verlies van de titel of de hoedanigheid op grond waarvan ze werden aangewezen, vast.

De Regering kan een vacant mandaat toekennen zonder in de reserve van de plaatsvervangers te zoeken, indien deze niet het profiel hebben dat vereist is voor de aanwijzing.

Bij definitieve vervanging, oefent de plaatsvervanger het vacante mandaat uit tot het einde van de oorspronkelijk vastgestelde termijn.

§ 4. Met raadgevende stem hebben zitting :

- a) de secretaris van de Hoge Raad bedoeld in artikel 14, § 1 en § 2, hierna de secretaris genoemd;
- b) een vertegenwoordiger van het secretariaat-generaal van de Franse Gemeenschap;
- c) een vertegenwoordiger van het algemeen bestuur onderwijs en wetenschappelijk onderzoek;
- d) een vertegenwoordiger van de algemene dienst audiovisuele sector en multimedia;
- e) de opdrachthouders, lid van het secretariaat van de Hoge Raad en van de documentatiecentra, respectief bedoeld in artikel 14, § 3, en in artikel 24, § 1;

§ 5. Als waarnemer hebben zitting :

- a) vier leden, die door het Parlement van de Franse Gemeenschap worden aangewezen, en die, samen, alle ideologische en filosofische strekkingen vertegenwoordigen, zoals die bepaald zijn in artikel 3 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt,
- b) de vertegenwoordigers van de minister(s) bevoegd voor onderwijs, audiovisuele sector, jeugd en permanente opvoeding.

Art. 9. § 1. Het mandaat van stemgerechtigd lid van de Hoge Raad duurt vijf jaar. Het kan één keer worden vernieuwd, met inbegrip van het mandaat van voorzitter en het mandaat van ondervoorzitter.

Gedurende een periode van twee jaar, kunnen de aftredende voorzitter en ondervoorzitter de vergaderingen van de Hoge Raad met raadgevende stem bijwonen.

§ 2. Ieder lid oefent tegelijk één enkel mandaat binnen de Hoge Raad en wordt aangewezen op grond van één enkel ambt of één enkele titel of hoedanigheid.

Art. 10. § 1. De Hoge Raad wordt ten minste vijf keer per burgerlijk jaar door de voorzitter voor een voltallige vergadering bijeengeroepen. De oproepingsbrief bevat de agenda.

De Hoge Raad beraadslaagt en beslist pas geldig als de meerderheid van de leden bedoeld in artikel 8, § 1, aanwezig is.

Hij neemt zijn beslissingen bij consensus of, zo niet, met een tweederde meerderheid van alle aanwezige stemgerechtigde leden. Er kunnen minderheidsnota's worden voorgelegd.

Wordt het aanwezigheidsquorum niet bereikt, dan roept de voorzitter binnen de veertien dagen een nieuwe vergadering bijeen die met de volstreekte meerderheid van de aanwezige stemgerechtigde leden beraadslaagt en beslist.

§ 2. Het lid of de leden van de Hoge Raad dat/die rechtstreeks betrokken zou(den)zijn of die/dat een ambt uitoefent(nen) waarbij een persoonlijk of functioneel belangenconflict zou kunnen ontstaan ten opzichte van een initiatief, actie, experiment, pedagogisch instrument, onderzoek of evaluatie, gevoerd of uitgevoerd inzake opvoeding tot de media, waarvoor de Hoge Raad, op eigen initiatief of op aanvraag van een betrokken instantie, een advies of een voorstel wenst te formuleren, kan(kunnen) niet deelnemen aan de beraadslaging en beslissing bedoeld in § 1 van dit artikel.

§ 3. De Hoge Raad kan vaste of tijdelijke werkgroepen in zichzelf organiseren.

Art. 11. De vertegenwoordiging van de Hoge Raad, inzonderheid op gemeenschaps-, nationaal en internationaal vlak, wordt bij voorrang en opeenvolgend door de voorzitter of de ondervoorzitter en, bij afwezigheid van deze, door de secretaris van de Hoge Raad waargenomen.

De Hoge Raad kan op bepaalde gebieden zijn vertegenwoordiging delegeren aan één of meer van zijn leden.

Art. 12. De Hoge Raad stelt zijn huishoudelijk reglement vast en legt het de Regering ter goedkeuring voor. Dat huishoudelijk reglement bepaalt inzonderheid de voorwaarden waaronder de leden van de Hoge Raad zich door een medewerker kunnen laten bijstaan bij de voltallige vergaderingen of binnen de werkgroepen, de nadere regels voor de indiening van één of meer minderheidsnota's, alsook de nadere regels voor de geldigverklaring en uitvoering van de beslissingen van de Hoge Raad door het secretariaat.

De Hoge Raad richt een bureau in zijn midden op. Het bureau zorgt voor de uitvoering van de opdrachten waarmee het secretariaat belast wordt.

De Regering stelt de samenstelling en de werking van het bureau vast, op voorstel van de Hoge Raad.

Ze kan het bureau aanvullende opdrachten toekennen, op voorstel van de Hoge Raad.

Art. 13. De notulen, adviezen en voorstellen van de Hoge Raad worden aan de Regering na elke voltallige vergadering door het secretariaat van de Hoge Raad overgezonden.

HOOFDSTUK III. — *Secretariaat van de Hoge Raad en menselijke en begrotingsmiddelen*

Art. 14. § 1. Het secretariaat wordt door de secretaris geleid, onder het gezag van de voorzitter. De secretaris staat onder het administratieve gezag van de secretaris-generaal.

Het secretariaat-generaal kan de Hoge Raad een logistieke steun of een steun inzake personeel verlenen.

§ 2. De secretaris wordt door de Regering aangewezen uit de personen die het bewijs leveren van een ervaring op pedagogisch gebied of op het gebied van de opvoeding tot de media.

Hij geniet een verlof wegens opdracht in het belang van de dienst voor een vernieuwbare periode van twee jaar.

§ 3. De secretaris wordt door ten minste twee opdrachthouders bijgestaan, paritair gedetacheerd uit het basisonderwijsniveau en het secundair onderwijsniveau. Ze staan onder het administratief gezag van de secretaris-generaal.

§ 4. De verlopen wegens opdracht worden toegekend overeenkomstig artikel 5 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

Art. 15. Het secretariaat heeft de volgende opdrachten :

1° de activiteiten en werkzaamheden van de Hoge Raad, voor elk van zijn opdrachten bedoeld in artikel 4, alsook van de werkgroepen bedoeld in artikel 10, § 3; 26, § 5; 27, § 5; 28, § 5 en 29, § 5, organiseren;

2° de vergaderingen van de Hoge Raad voorbereiden en er het secretariaat van waarnemen;

3° de beslissingen van de Hoge Raad uitvoeren;

4° met de overheid en de administraties de contacten leggen die noodzakelijk zijn voor de vervulling van de opdrachten van de Hoge Raad en van zijn opdrachten;

5° de activiteiten en werkzaamheden van de Hoge Raad bekendmaken, inzonderheid via zijn internetsite, en zorgen voor de goede informatie van het publiek binnen en buiten de school op het gebied van de opvoeding tot de media.

Art. 16. Het secretariaat neemt elke bepaling die nuttig is voor de werking van de Hoge Raad.

De voorzitter en de secretaris brengen verslag uit over hun acties en initiatieven bij de eerstvolgende vergadering van de Hoge Raad.

Art. 17. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, wordt een minimaal jaarbedrag van € 88.000 bestemd voor de financiering van de Hoge Raad. Het dekt de werkingskosten van de Hoge Raad en van het secretariaat, met inbegrip van de kosten in verband met een eventueel beroep op externe diensten of deskundigendiensten zoals bedoeld in artikel 18 en met het presentiegeld en de reiskosten zoals bedoeld in artikel 19.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, vanaf het begrotingsjaar 2009, wordt het bedrag van die kredieten minstens elk jaar geïndexeerd en gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaande jaar.

Die uitgave wordt uitgetrokken op een specifieke basisallocatie in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 18. De Hoge Raad en zijn secretariaat kunnen een beroep doen op externe diensten of op deskundigen om ze bij de uitoefening van hun opdrachten bij te staan.

Art. 19. De Regering bepaalt het presentiegeld en de vergoedingen voor reiskosten waarop een deel of het geheel van de leden van de Hoge Raad aanspraak kunnen maken.

TITEL III. — Documentatiecentra voor opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap

Art. 20. Na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, erkent de Regering hoogstens drie documentatiecentra voor opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap, hierna de documentatiecentra genoemd.

De erkenning wordt voor een hernieuwbare periode van vijf jaar toegekend.

Art. 21. § 1. Om als documentatiecentrum te worden erkend, moet een instelling of een vereniging voldoen aan de volgende criteria :

1° haar zetel hebben op het grondgebied van het Frans taalgebied of van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

2° het bewijs leveren van een ervaring en een deskundigheid zowel op het gebied van de media, het onderwijs in het kader van een partnerschap met een erkende groepering van schoolinrichtingen of, in voorkomend geval, met een aanzienlijk aantal schoolinrichtingen en inrichtingen voor opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap;

3° haar globale visie van haar ambt in de sector opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap voorstellen en een vijfjarenplan voorstellen dat de concrete acties en middelen beschrijft waardoor zij van plan is haar opdracht bedoeld in artikel 23 te vervullen.

4° het bewijs leveren van een duurzame activiteit zowel in het verleden als tegenwoordig.

De Regering kan, na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, de criteria bedoeld in het eerste lid nader bepalen.

§ 2. De erkenning geschiedt op grond van een oproep tot kandidaten. De erkenningsprocedure wordt door de Regering vastgelegd.

Art. 22. De vertegenwoordiger van elk documentatiecentrum binnen de Hoge Raad brengt deze op de hoogte van de activiteiten en werkzaamheden die worden gevoerd door het documentatiecentrum dat hij vertegenwoordigt.

Art. 23. § 1. Elk documentatiecentrum heeft als opdracht initiatieven, acties, experimenten, pedagogische instrumenten, onderzoeken of evaluaties die op het gebied van de opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap worden gevoerd of uitgevoerd, op te vatten, te bevorderen en te omkaderen, voornamelijk met bestemming tot de schoolinrichtingen van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, tot hun pedagogische teams en hun leerlingen en studenten.

In dat kader oefent elk documentatiecentrum de volgende opdrachten uit :

1° het werkt mede tot de uitvoering van de beslissingen van de Hoge Raad, voor de materies die het aangaan;

2° het verleent zijn medewerking aan de vorming van de opleiders en operatoren op het gebied van de opvoeding tot de media;

3° het verleent zijn medewerking aan de voortgezette vorming op het gebied van de opvoeding tot de media in het algemeen, inzonderheid deze die bestemd is voor de leden van het onderwijzend personeel van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs in het kader van de decreetvoorschriften die terzake gelden in de Franse Gemeenschap;

4° het bereidt de werkvergaderingen binnen en buiten de schoolinrichtingen voor, leidt die en deelt zijn deskundigheid mee aan de pedagogische teams, op eigen initiatief of op verzoek, in het kader van een pedagogisch project of van een bijzonder initiatief inzake opvoeding tot de media. In dat kader wordt een bijzondere aandacht besteed aan de initiatieven inzake media-productie, zoals de schoolkranten en -radio's, de ateliers voor videorealiseatie en -montage, etc.;

5° het verleent zijn medewerking aan de organisatie en de pedagogische omkadering van de initiatieven bedoeld in titel IV;

6° leent en levert de schoolinrichtingen documenten en materieel in verband met de opvoeding tot de media.

Elk documentatiecentrum deelt de Hoge Raad de relevante gegevens, inlichtingen en getuigenissen waarover het beschikt mee, die vooral door de schoolinrichtingen worden geleverd.

Het deelt de Regering en de Hoge Raad, in de loop van het eerste semester van elk burgerlijk jaar, een jaarverslag mee, dat inzonderheid de volgende gegevens bevat :

a) een gedetailleerde voorstelling betreffende zijn activiteiten inzake opvoeding tot de media en betreffende de operationalisering gedurende het jaar dat voorafgaat aan het jaar van de opdracht bedoeld in dit artikel;

b) een activiteitenprogramma voor het volgende dienstjaar;

c) een financiële balans en begrotingsvooruitzichten voor het volgende dienstjaar.

§ 2. Elk documentatiecentrum kan een overeenkomst sluiten met één of meer vertegenwoordigings- of coördinatieorganen van inrichtende machten en/of met de algemene dienst sturing van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

§ 3. Elk documentatiecentrum vervult zijn opdracht ten aanzien van alle schoolinrichtingen, pedagogische teams, leerlingen en studenten van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd.

In afwijking van het eerste lid, indien een centrum een overeenkomst met één of meer vertegenwoordigings- of coördinatieorganen van de inrichtende machten of met de algemene dienst sturing van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs heeft aangegaan, verleent het zijn medewerking bij voorrang aan de schoolinrichtingen die onder dit of deze organen of die algemene dienst ressorteren, alsook aan hun pedagogische teams en hun leerlingen.

§ 4. Elk documentatiecentrum werkt collegiaal met het secretariaat.

Art. 24. § 1. Een opdrachthouder wordt voor elk documentatiecentrum aangewezen. Bijkomende opdracht-houders kunnen voor elk centrum worden aangewezen.

§ 2. Iedere in dit artikel bedoelde opdrachthouder geniet een verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs voor een hernieuwbare periode van één jaar.

Hij wordt, onder de verantwoordelijkheid de verantwoordelijke van het documentatiecentrum, belast met de uitvoering van de opdrachten die aan de documentatiecentra worden toegekend.

§ 3. De verlopen wegens opdracht bedoeld in dit artikel worden toegekend overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verlopen wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

Art. 25. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, wordt een minimaal jaarbedrag van € 280.000 besteed aan de financiering van de documentatiecentra. Het dekt werkingskosten en de bezoldigingen van iedere opdrachthouder bedoeld in artikel 24.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, wordt het minimaal jaarlijks geïndexeerd bedrag van die kredieten jaarlijks geïndexeerd en gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaande jaar.

Een derde van die begroting wordt verdeeld over de verschillende documentatiecentra, waarbij aan de centra die een overeenkomst zoals bedoeld in artikel 23, § 2, hebben aangegaan, wordt gewaarborgd dat ze een deel van dit derde ontvangen in verhouding tot het aantal leerlingen die school lopen in schoolinrichtingen die ressorteren ofwel onder één of meer vertegenwoordigings- of coördinatieorganen, ofwel onder de algemene dienst sturing van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde net waarmee ze die overeenkomst hebben aangegaan.

Die uitgave wordt uitgetrokken op een specifieke basisallocatie in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap.

TITEL IV. — Ontwikkeling van initiatieven en bijzondere middelen inzake opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap

Art. 26. § 1. Elk jaar wordt in de Franse Gemeenschap een initiatief inzake opvoeding tot de media genomen in verband met de dagbladpers en inzake aankoop, door de Franse Gemeenschap, tegen hoogstens de helft van hun kleinhandelsprijs, van dagbladen die kosteloos ter beschikking worden gesteld van de schoolinrichtingen van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, de diensten voor schoolherinschakeling, de diensten voor hulpverlening in open milieu, de huiswerkinstututen, de centra voor alfabetisering, de openbare bibliotheken alsook de verenigingen voor permanente opvoeding die werkzaam zijn op het gebied van de opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap.

De aanvragen om deelneming aan dat initiatief worden zonder discriminatie behandeld, ongeacht het net, het onderwijsniveau of de geografische ligging van de aanvragende schoolinrichting, of ongeacht de aanvrager.

§ 2. Na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, wijst de Regering, voor een hernieuwbare periode van vijf jaar, een operator aan, belast met de uitvoering van het initiatief bedoeld in § 1. Om te worden aangewezen, moet de operator voldoen aan de volgende criteria :

- 1° sedert ten minste vijf jaar, opgericht zijn als een vennootschap of een vereniging met de rechtspersoonlijkheid;
- 2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Frans taalgebied of van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;
- 3° de uitgevers van de geschreven dagbladpers die op het grondgebied van de Franse Gemeenschap aanwezig zijn, op een relevante wijze vertegenwoordigen;
- 4° inzonderheid als doel hebben het imago van de pers te bevorderen;
- 5° het bewijs leveren van een duurzame activiteit zowel vroeger als nu.

De Regering stelt de procedure voor de aanwijzing vast.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, worden kredieten voor een minimaal jaarbedrag van € 515.000 bestemd voor het in § 1 bedoelde initiatief. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan het bedrag worden verhoogd, als de context of de omvang van het initiatief grondig wordt gewijzigd.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, wordt het bedrag van die kredieten vanaf het begrotingsjaar 2009 ten minste jaarlijks geïndexeerd en gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaande jaar.

§ 4. De nadere regels voor het initiatief en de verspreiding van de dagbladen bedoeld in § 1 worden de Regering ter goedkeuring voorgelegd. Deze houden inzonderheid rekening met het onderwijsniveau, waarbij de nadruk wordt gelegd op het feit dat de dagbladen pedagogisch werkelijk worden geëxploiteerd binnen de schoolinrichtingen.

Ze kan andere instellingen en diensten toevoegen die in aanmerking kunnen komen voor de terbeschikkingstelling van de dagbladen dan deze die reeds bedoeld zijn in § 1.

De algemene inspectiedienst wordt belast met de controle en de evaluatie van de pedagogische exploitatie van dat initiatief door de instellingen en diensten die in aanmerking komen voor dat initiatief.

§ 5. Een comité dat inzonderheid samengesteld is uit vertegenwoordigers van de Hoge Raad, het secretariaat, elk van de documentatiecentra en de door de Regering aangewezen operator, zorgt voor de begeleiding van het in dit artikel beschreven initiatief.

Art. 27. § 1. Elk jaar wordt in de Franse Gemeenschap een initiatief inzake opvoeding tot de media georganiseerd dat betrekking heeft op het kosteloze bezoek van beroepsjournalisten in de schoolinrichtingen van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd, de diensten voor schoolherinschakeling, de diensten voor hulpverlening in open milieu, de huiswerkinstututen, de centra voor alfabetisering in de Franse Gemeenschap.

De aanvragen om deelneming aan dat initiatief worden in de volgorde van hun indiening behandeld, ongeacht het net, het onderwijsniveau of de geografische ligging van de aanvragende schoolinrichting. De aanvragen die geen positief antwoord krijgen, worden het volgende jaar prioritair behandeld.

§ 2. Na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, wijst de Regering, voor een hernieuwbare periode van vijf jaar, een operator aan die belast wordt met de uitvoering van het initiatief bedoeld in § 1. Om te kunnen worden aangewezen, moet de operator voldoen aan de volgende criteria :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een beroepsvereniging;
- 2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 3° zijn activiteiten sedert ten minste vijf jaar uitoefenen;
- 4° de beroepsjournalisten op relevante wijze vertegenwoordigen;
- 5° samengesteld zijn uit leden die in verschillende media werkzaam zijn;
- 6° het bewijs leveren van een duurzame activiteit, zowel vroeger als nu.

De Regering stelt de aanwijzingsprocedure vast.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, worden kredieten voor een minimaal jaarbedrag van € 99.000 besteed aan de organisatie van het initiatief bedoeld in § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan het bedrag worden verhoogd, als de context of de omvang van het initiatief grondig wordt gewijzigd.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, vanaf het begrotingsjaar 2009, wordt het bedrag van die kredieten minstens jaarlijks geïndexeerd en gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaande jaar.

§ 4. De nadere regels voor de bezoeken van beroepsjournalisten bedoeld in § 1 worden de Regering ter goedkeuring voorgelegd. Deze houden inzonderheid rekening met het onderwijsniveau, waarbij de nadruk wordt gelegd op het feit dat die bezoeken pedagogisch werkelijk worden geëxploiteerd binnen de schoolinrichtingen.

Ze kan andere instellingen en diensten toevoegen die in aanmerking kunnen komen voor de bezoeken van de beroepsjournalisten dan deze die reeds bedoeld zijn in § 1.

De algemene inspectiedienst wordt belast met de controle en de evaluatie van de pedagogische exploitatie van dat initiatief door de schoolinrichtingen.

§ 5. Een comité dat inzonderheid samengesteld is uit vertegenwoordigers van de Hoge Raad, het secretariaat, elk van de documentatiecentra en de door de Regering aangewezen operator, zorgt voor de begeleiding van het in dit artikel beschreven initiatief.

Art. 28. § 1. Elk jaar wordt een cultureel initiatief inzake opvoeding tot de media georganiseerd dat betrekking heeft op de programmering, tegen verminderde prijzen, van films in bioscoopzalen voor de leerlingen van de schoolinrichtingen van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd en op de verwezenlijking van pedagogische films die gepaard gaan met die films.

De aanvragen om deelneming aan dat initiatief worden gerangschikt en onderzocht in de volgorde van hun indiening, ongeacht het net, het onderwijsniveau of de geografische ligging van de aanvragende schoolinrichting. De aanvragen waarop geen positief antwoord kan worden gegeven, worden gerangschikt en worden het volgend jaar prioritair behandeld.

§ 2. Na het advies van de Hoge Raad te hebben ingewonnen, wijst de Regering, voor een hernieuwbare periode van vijf jaar, een operator aan die belast wordt met de uitvoering van het initiatief bedoeld in § 1. Om te kunnen worden aangewezen, moet de operator voldoen aan de volgende criteria :

- 1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging met de rechtspersoonlijkheid;
- 2° zijn zetel hebben op het grondgebied van het Franse taalgebied of van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 3° zijn activiteiten sedert ten minste vijf jaar uitoefenen;
- 4° op geschikte plaatsen en op geregelde wijze films programmeren die een pedagogisch nut hebben, zowel op thematisch als op esthetisch vlak;
- 5° activiteiten uitoefenen die, rechtstreeks of door middel van een partnerschapsverband, betrekking hebben op het grondgebied van het Frans taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 6° erkend zijn als vereniging voor permanente opvoeding gedurende ten minste tien jaar;
- 7° een schoolpubliek van ten minste 25.000 leerlingen van het leerplichtonderwijs bereiken;
- 8° het bewijs leveren van een ervaring bij het opvatten en opstellen van pedagogische dossiers betreffende films, bestemd voor het schoolpubliek, die door de leerkrachten van verschillende disciplines kunnen worden gebruikt;
- 9° het bewijs leveren van een duurzame activiteit, zowel vroeger als nu.

De Regering stelt de aanwijzingsprocedure vast.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kunnen kredieten voor een minimaal jaarbedrag van € 150.000 worden bestemd voor de organisatie van het initiatief. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kan het bedrag worden verhoogd, als de context of de omvang van het initiatief grondig wordt gewijzigd.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, wordt het bedrag van die kredieten vanaf het begrotingsjaar 2009 ten minste jaarlijks geïndexeerd en gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaande jaar.

§ 4. De nadere regels voor het initiatief bedoeld in § 1 worden de Regering ter goedkeuring voorgelegd. Deze houden inzonderheid rekening met het onderwijsniveau, waarbij de nadruk wordt gelegd op het feit dat het initiatief pedagogisch werkelijk worden geëxploiteerd binnen de schoolinrichtingen.

De algemene inspectiedienst wordt belast met de controle en de evaluatie van de pedagogische exploitatie van dat initiatief door de schoolinrichtingen.

§ 5. Een comité dat inzonderheid samengesteld is uit vertegenwoordigers van de Hoge Raad, het secretariaat, elk van de documentatiecentra en de door de Regering aangewezen operator, zorgt voor de begeleiding van het in dit artikel beschreven initiatief.

Art. 29. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, worden kredieten voor een minimaal jaarbedrag van € 20.000 bestemd voor de jaarlijkse organisatie in de Franse Gemeenschap van een initiatief inzake opvoeding tot de media met betrekking tot de ondersteuning van plaatselijke schoolprojecten inzake opvoeding tot de media, georganiseerd voor leerlingen van het basis- en secundair onderwijs door één of meer schoolinrichtingen in de Franse Gemeenschap.

De eerste helft van die kredieten wordt bestemd voor de inrichtingen van het basisonderwijs en de tweede helft voor de schoolinrichtingen van het secundair onderwijs.

De bedragen worden aan de begunstigden per schijf van € 2.000 toegekend.

De Hoge Raad bepaalt op zijn website inzonderheid, na goedkeuring door de Regering, de criteria voor de selectie van de inrichtingen en de projecten die voor een subsidie in aanmerking komen.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, wordt het bedrag van die kredieten, vanaf het begrotingsjaar 2009, ten minste jaarlijks geïndexeerd en gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van de maand december van het voorafgaande jaar.

§ 2. De Hoge Raad wordt belast met de organisatie en het beheer van de verrichting bedoeld in § 1.

Hij laat elk jaar het geheel van de inrichtingen van het gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd deelnemen door toedoen van een oproep tot lokale schoolprojecten inzake opvoeding tot de media en, op grond van de projecten die hem in dat kader worden voorgelegd, en uiterlijk voor 31 oktober van elk jaar, deelt hij de minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs een selectie van vijf tot vijftien lokale schoolprojecten en een voorstel tot verdeling over deze van de in § 1 bepaalde middelen mee.

De Hoge Raad voegt een met redenen omkleed verslag bij over die selectie en over dat voorstel tot verdeling van de in § 1 bepaalde middelen.

Op die basis, bestemt de Regering de middelen bedoeld in § 1 voor de verschillende geselecteerde schoolinrichtingen.

§ 3. De Hoge Raad bepaalt de selectie van de plaatselijke schoolprojecten voor opvoeding tot de media bedoeld in § 2 volgens de volgende criteria :

1° de deelneming, inzonderheid van de leerlingen en de leerkrachten aan het project en de activiteiten die daar worden ontwikkeld;

2° de voorbereidingsgraad van het project, de kwaliteit van zijn doelstellingen en van de gebruikte methoden;

3° de pedagogische exploitatie van het project en zijn overeenstemming met de gemeenschappelijke referentiesystemen;

4° De duurzaamheid van het project en de voortzetting ervan nadat de activiteit gerealiseerd is;

5° de originaliteit van het project.

§ 4. Om ontvankelijk te zijn en onderzocht te worden door de Hoge Raad, moet het project :

1° aan de Hoge Raad gericht worden met inachtneming van de vormen, de nadere regels en het tijdschema die hij te dien einde bepaalt;

2° onder meer een nauwkeurige beschrijving omvatten van het project inzake opvoeding tot de media alsook gedetailleerde begrotingsvooruitzichten;

3° worden goedgekeurd door het inrichtingshoofd, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en door de inrichtende macht, voor het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs.

§ 5. Een Comité, inzonderheid samengesteld uit vertegenwoordigers van de Hoge Raad, het secretariaat en elk van de documentatiecentra, wordt geïnstalleerd met het oog op de omkadering van dit initiatief.

TITEL V. — Wijzigingsbepalingen

Art. 30. § 1. In artikel 1 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, worden de woorden « 8° Raad voor Media-opvoeding : de Raad voor Media-opvoeding, zoals geregeld bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 houdende oprichting van een Raad voor Media-opvoeding en erkenning van documentatiecentra voor Media-opvoeding » vervangen door de woorden « 8° Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media : de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media, zoals georganiseerd door het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media en tot ontwikkeling van bijzondere initiatieven en middelen terzake in de Franse Gemeenschap ».

§ 2. In de artikelen 62 en 144 van hetzelfde decreet, worden de woorden « Raad voor Media-opvoeding » vervangen door de woorden « Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media ».

Art. 31. § 1. In artikel 1 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladders en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladders in het schoolmilieu, worden de woorden « 16° CEM: de "Conseil de l'Education aux Médias" (Raad voor media-opvoeding), ingesteld door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 houdende oprichting van een Raad voor Media-opvoeding en erkenning van documentatiecentra voor Media-opvoeding. » vervangen door de woorden « 16° Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media: de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media, zoals georganiseerd door het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media en tot ontwikkeling van bijzondere initiatieven en middelen terzake in de Franse Gemeenschap ».

§ 2. In het tweede lid van artikel 9, van hetzelfde decreet, worden de woorden « Na advies van de Raad voor media-opvoeding » vervangen door de woorden « Als het gaat om programma's voor opvoeding tot de media, na advies van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media ».

Art. 32. In artikel 3, 4°, van het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « Hiervoor zal de administratieve coördinatiefcel voor preventieve acties inzake het vroegtijdig verlaten van de school en geweld op school, opgericht door het decreet van 12 mei 2004, voor 15 september van elk jaar haar aanbevelingen met betrekking tot de vorming inzake de preventie en het beheer van crisissituaties in het schoolmilieu aan de Begeleidingscommissie doorgeven » vervangen door de woorden « Hiervoor zullen de administratieve coördinatiefcel voor acties inzake preventie van schoolafhaken en van geweld, opgericht door het decreet van 12 mei 2004, en de Hoge Raad voor opvoeding tot de media, opgericht bij het decreet van 5 juni 2008 houdende oprichting van de Hoge Raad voor Opvoeding tot de Media en tot ontwikkeling van bijzondere initiatieven en middelen terzake in de Franse Gemeenschap, aan de sturingscommissie, elk afzonderlijk, hun aanbevelingen inzake opleiding tot de preventie van schoolafhaken en van geweld, enerzijds, en hun aanbevelingen inzake opleiding tot opvoeding tot de media, anderzijds », voorleggen ».

TITEL VI. — Opheffings- en overgangsbepalingen

Art. 33. § 1. De artikelen 15 en 16 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de steun aan de Franstalige geschreven dagbladders en aan de ontwikkeling van initiatieven van de Franstalige geschreven dagbladders in het schoolmilieu worden opgeheven.

§ 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 1995 houdende oprichting van een Raad voor Media-opvoeding en erkenning van documentatiecentra voor Media-opvoeding wordt opgeheven, met het volgende voorbehoud:

De Raad voor Opvoeding tot de Media blijft bestaan voor de toepassing van artikel 4, eerste lid, van dit decreet, totdat de Hoge Raad wordt geïnstalleerd.

Hij wordt verder binnen het adviescollege van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector vertegenwoordigd, totdat de Hoge Raad wordt geïnstalleerd.

Art. 34. In afwijking van de bepaling bedoeld in artikel 20 van dit decreet, voor een eerste cyclus van vijf jaar die op 1 januari 2008 begint, worden drie instellingen erkend als documentatiecentra voor opvoeding tot de media in de Franse Gemeenschap, namelijk de vereniging zonder winstoogmerk « Média Animation », de vereniging zonder winstoogmerk « Centre audiovisuel Liège » en het « Centre d'autoformation et de formation continue de l'enseignement organisé par la Communauté française de Belgique » (Centrum voor zelfopleiding en voortgezette opleiding van het door de Franse Gemeenschap van België georganiseerde onderwijs).

TITEL VII. — Slotbepalingen

Art. 35. Binnen de vijf jaar volgend op de afkondiging van dit decreet, verricht de Regering van de Franse Gemeenschap een evaluatie ervan, met inbegrip van de menselijke en budgettaire middelen die daarvoor bestemd zijn, ten opzichte van de bepaalde opdrachten, inzonderheid van de gevolgen van die bepaling binnen de scholen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 juni 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente, Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President, Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

—
Nota

(1) Zitting 2007-2008.

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 540-1. — Commissieamendementen, nr. 540-2. — Verslag, nr. 540-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 juni 2008.